

**8<sup>ème</sup> ASSEMBLEE DES ETATS PARTIES A LA CONVENTION  
D'OTTAWA SUR L'INTERDICTION DES MINES ANTIPERSONNEL**

**COMMUNICATION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**ARTICLE 5**

**Par Maître Néhémie MWILANYA WILONDJA  
Conseiller Juridique  
à la Présidence de la République**

**Monsieur le Président**, *Votre Altesse royale*

Etant donné que c'est la toute première fois que ma délégation prend la parole dans le cadre de nos présents travaux, permettez-moi également de m'acquitter d'un triple devoir :

-celui d'adresser en premier lieu mes sincères félicitations à <sup>*Votre*</sup> ~~votre~~ <sup>*Altesse*</sup> pour ~~votre~~ brillante désignation en qualité de Président de la présente session de la prestigieuse Assemblée des Etats parties à la convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel.

A travers votre Auguste personne, ces félicitations s'adressent à l'ensemble des membres de notre Bureau.

-Je voudrais remercier en outre le Gouvernement et le peuple frère de la Jordanie pour l'hospitalité toute chaleureuse dont ma délégation et moi-même faisons l'objet depuis notre arrivée dans ce beau et merveilleux pays. *ainsi que pour la magnifique organisation de ces assises*

-Je m'en voudrais enfin de ne pas saluer la bienveillance des pays donateurs à l'égard de mon pays, dont le concours a rendu une fois de plus possible, la participation de ma délégation dans les meilleurs conditions à ces assises.

**Monsieur le Président,**

*dont l'achèvement arrive à terme à 2012.*

Au titre de l'article 5 de la convention, mon pays voudrais apporter quelques indications en rapport , respectivement avec , l'établissement d'un plan d'action pour débarrasser le sol congolais des mines terrestres , les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ce plan , les problèmes majeurs rencontrés , ainsi que la contribution spécifique de mon gouvernement sur la question.

### 1. En rapport avec l'établissement d'un plan d'action

Il y a lieu d'indiquer que depuis nos travaux de standing committee en avril dernier, mon gouvernement a travaillé étroitement avec le centre de coordination de la lutte antimines des Nations Unies en République Démocratique du Congo, en vue de la définition d'un programme transitoire entre celui actuellement mis en œuvre par les Nations unies et un programme proprement national de lutte antimines.

Aux termes des multiples réunions de travail , y compris avec le premier responsable attribué des services de la lutte antimines des Nations Unies qui a effectué spécialement deux visites de travail dans mon pays pour ce faire, deux axes importants de ce programmes transitoire ont été arrêtés en ce sens :

**-D'une part** , les opérations de déminage devraient se poursuivre par le biais des ONG internationales opérant actuellement sur le terrain à savoir :Handicap international, Dan Church Aid, et Mine Advisor Group , sous la coordination de l'UNMACC, en vue de déminer prioritairement les zones habitées , celles barrant les axes routiers reliant les villages, ou celles donnant accès aux champs, aux

*principalement dans les régions de Nord-Katanga, du Sud du Sud Kivu, du Nord-Ouest de l'Equateur, et du Nord-Est de la province orientale.*

**-D'autre part**, il a été entendu de mettre l'accent sur l'urgence de la création d'une capacité nationale susceptible de permettre à très court terme, la mise en place d'une structure nationale de lutte antimines, avec deux objectifs prioritaires à la clé à savoir :

\*mener en premier lieu une enquête technique devant déterminer les priorités à l'horizon 2012, en matière de déminage ;

*Couvrant une bonne partie des 1830 zones dangereuses identifiées à ce jour.*

\*adopter en outre un plan d'action opérationnel et assurer sa mise en œuvre pour la même période .

## **2.Au titre des progrès accomplis.**

**a) –Par rapport aux opérations de déminage réalisées prioritairement sur terrain, il me revient des sources de l'IMSMA que de janvier à août 2007 les données suivantes :**

\* 311.407 mètres carrés ont été dépollués ;

\*110 mines ont été extraites du sol et détruites ;

\*26.715 UXOS ont été également débarrassés du sol et détruits

\*1.739 séances de sensibilisation ont été organisées et 280.449 personnes ont été prévenues des dangers des mines.

**b)-Par rapport à la mise en place d'une structure nationale, il y a lieu de relever des progrès à deux niveaux :**

\* D'abord au niveau de l'UNMACC , un responsable a été désigné par l'UNMAS avec pour principale mission d'assurer à plus bref délais ,la création d'une capacité nationale en matière de lutte antimines , par des programmes spécifiques de formation au personnel congolais désigné à cet effet ;

\*Ensuite au niveau de mon gouvernement , le Cabinet du Président de la République a notifié en date du 24 septembre 2007, au Directeur de l'UNMACC, la désignation d'un Officier de génie des forces armées nationales ayant le grade EOD 1, affecté au Centre en vue de se familiariser avec la gestion des opérations du terrain telles qu'actuellement coordonnées par l'UNMACC .

\*Dans le même ordre d'idées deux fonctionnaires avaient été désignés ,l'un par le ministère de la santé pour le renforcement des capacités en programmes d'assistance aux victimes et un autre désigné par le Ministère de l'Intérieur pour

recevoir une formation appropriée dans le management d'un programme national de lutte antimine.

\*Il y a lieu de retenir enfin , que par sa lettre du 4 octobre 2007 , le Cabinet du Président de la République a transmis au Gouvernement aux fins des délibérations en conseil des ministres, ~~le~~ projet d'ordonnance portant création de la Commission nationale de lutte antimines , ainsi que le projet de loi de mise en œuvre de la convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel.

### **3.Au titre des difficultés rencontrées.**

Il y a lieu de mentionner à ce niveau deux difficultés majeures :

-la première liée à l'étendu du territoire , plus grand que l'Europe occidentale réunie, mais désavantagé par la quasi inexistance à ce jour des voies de communication terrestre fiable et en bon état ;

-la deuxième difficulté demeure liée à l'importance des moyens financiers à réunir très rapidement , au regard des nombres des priorités propres à un Etat post-conflit.

**Monsieur le Président**

### **4.Au titre de la contribution propre du Gouvernement .**

Mon Gouvernement a entrepris un programme visant à intégrer ~~au~~ plan national de lutte antimines , l'apport d'une part d'une composante de génie militaire de son armée et d'autre part d'un groupe des éléments actuellement démobilisés, à former aux techniques de déminage humanitaire.

Il y a lieu de noter à cet effet , qu'à ce jour ,un total de 21 officiers ont été formés à ces techniques, dont 17 avec l'apport financier et technique du royaume de Belgique et 13 formés au

centre de OUIDA au Benin , sur fonds propres de mon gouvernement.

L'ensemble de ces efforts s'inscrivent dans le cadre de la prise en compte par mon gouvernement de la question de la lutte antimines sur son territoire.

### **5. Au titre des priorités**

Mon gouvernement continue à travailler avec le système des Nations Unies à la réussite du programme transitoire en cours et spécialement :

-à la création d'une capacité nationale dans le domaine de la gestion du futur programme national de lutte antimines d'ici l'organisation de nos prochains travaux ;

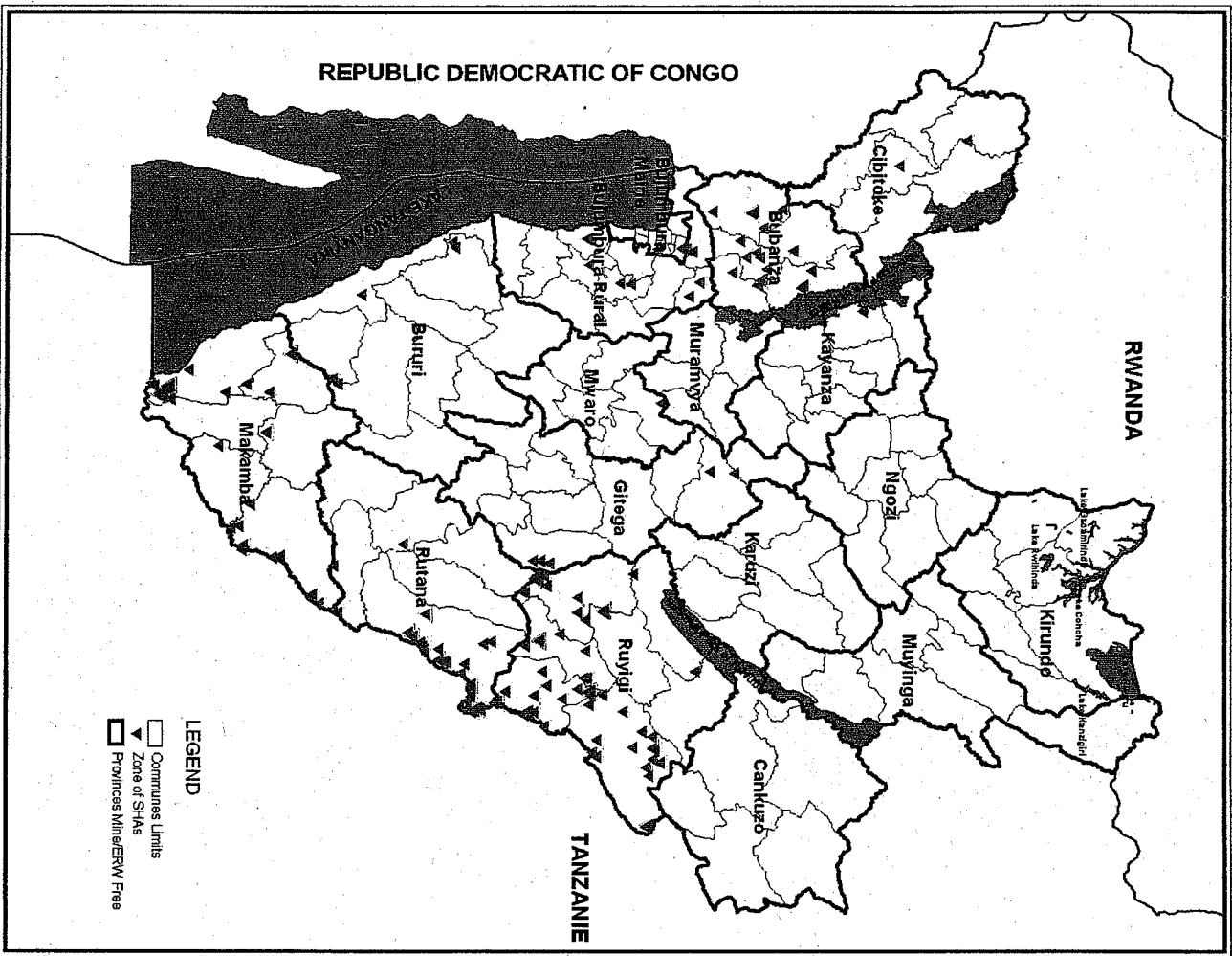
-et la réalisation d'une étude technique des zones soupçonnées actuellement minées.

En vue de la réalisation dans les meilleurs délais de ces deux objectifs prioritaires, mon gouvernement lance à nouveau un appel pressant à la communauté des donateurs qui nous ont généreusement accompagné à ce jour (le système des Nations Unies, l'Union européenne, la Belgique , le Pays-Bas , la France ,l'Allemagne , la Grande Bretagne , et bien d'autres qui croient à la renaissance de mon pays) de nous accompagner au cours de cette nouvelle page de la lutte antimines qui s'ouvre, afin de permettre à mon gouvernement de réunir les conditions de parvenir à l'objectif d'une RDC sans mines à l'horizon 2012 ;

**Je vous remercie**



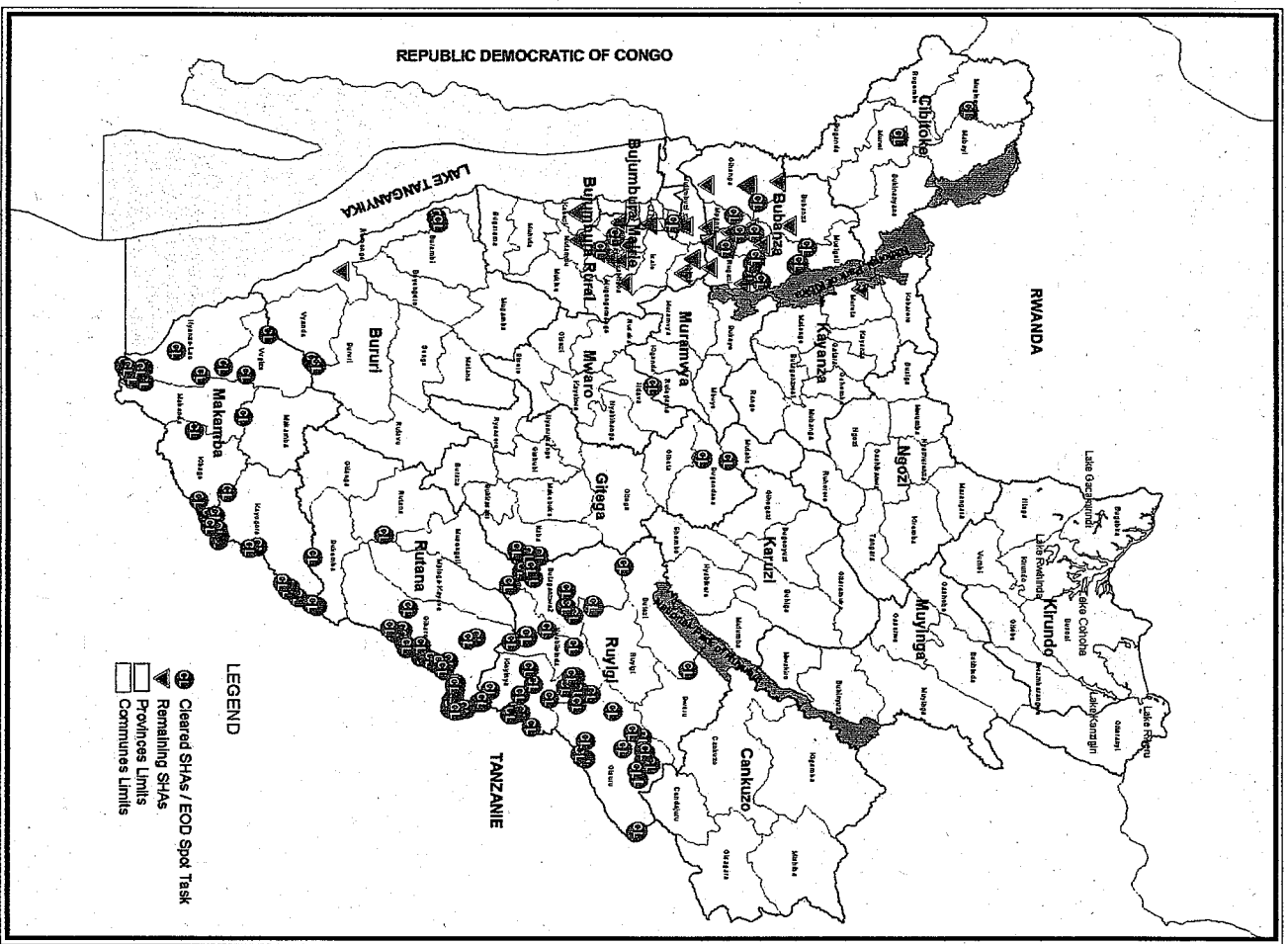
**BURUNDI Mine/Explosive Remnants of War ( ERW )**  
 Suspected Hazardous Areas (SHAs) Status ( 2005 )



The boundaries and names shown and the designation used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations  
 Map by BURMACC: UNDP integrated support to the Burundi National Humanitarian Mine Action Program  
 August 2005/06



**BURUNDI Mine/ Explosive Remnants of War ( ERW )**  
 Suspected Hazardous Areas (SHAs) Status - November 2007



The boundaries and names shown and the designation used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations

Echelle: 1/1 200 000  
 Prepared by BURMACC: UNDP integrated support to the Burundi National Humanitarian Mine Action Programme 2006-2007  
 Sources: IGBU, ISTEU, OMR, UNDP, UNICEF, UNHCR, OCHA, WHO, FAO, WFP, BURMACC GIS



Country	<p>Burundi Humanitarian Mine Action 2004-2008</p> <p>Burundi is a small, landlocked country in central Africa. It lies just south of the equator, bordered by Rwanda, Tanzania and the Democratic Republic of Congo. Its population is around 7.2 million people. Burundi is emerging from 13 years of internal conflict, during which an estimated 300,000 people lost their lives. A peace agreement was signed in 2000, which put in place a transitional Government to prepare for elections. These were held in 2005 and the new President was sworn in that August. On 7 September 2006, the Government signed a comprehensive ceasefire agreement with the last remaining armed group (Forces Nationales de Libération or FNL) and is now working with international partners to rebuild the country and improve the lives of the people.</p> <p>The many years of conflict produced widespread poverty. Poverty has doubled, with approximately two-thirds of the population living under the poverty line. Burundi has been classified by the World Bank as the fourth least developed country in the world. Access to medical care and even basic foodstuffs are limited in large parts of the country. Acute food insecurity affects much of the population. To those familiar with the immense suffering of its people, Burundi symbolizes "the silent emergency" in which so many Africans live and die. With a large part of the population relying on agriculture, the short-term prospects for social stability depend in part on the reduction of hazards from mines and explosive remnants of war (ERW). All parties involved in the internal conflict reportedly used landmines for protection, blocking access to certain areas and harassment purposes. The Burundi Mine Action Coordination Centre (MACC) has started its activities in 2004. The last 29 of October 2007, the Government has formally established the "Direction de l'Action Humanitaire contre les Mines et Engins Non Explosifs - DAHMI", under an ministerial "ordonnance" within the structure of National Civil Protection Coordination and under the auspices of the Ministry of Interior and Public Security. This direction will continue to assure the MACC responsibilities of policy setting and approving authority for all mine action activities in Burundi. It also coordinates and implements mine action, including clearing land needed for agriculture and creating safe passages for returning refugees and internally displaced persons.</p>
Summary	<p>A countrywide general community survey initiated by the Swiss Foundation for Mine Action (FSD) on behalf of UN Mine Action Service (UNMAS) in July 2005 was completed through the management and supervisory role of the UN Mine Action Coordination Centre (UNMACC) in May 2006. The preliminary analysis of the available survey data suggests that the extent of contamination by mines and ERW is much less severe than was previously envisaged. The data analysis produced a more accurate picture and has been used to set priorities for clearance, marking and mine risk education.</p> <p>The survey gathered data on more than 97 percent of all collines/communities in Burundi, using more than 67,000 interviews from 2,736 collines and quarters in 16 provinces plus the capital, Bujumbura Mairie. The survey confirmed the existence of some 192 areas affected by mines and ERW. It revealed that 3.3 percent of collines are affected, along with 0.27 percent of the population.</p> <p>Women comprised 25 percent of the survey teams, which operated as mixed male-female teams. Thirty-five to 40 percent of those interviewed were women, thus ensuring that survey results reflect the impacts of mines on all members of the affected communities. The data collected through the survey have shown that the remaining landmine situation in Burundi is relatively limited. Strategic mine action efforts, such as the current accelerated rates of clearance of suspected hazardous areas, could result in highly and moderately impacted communities being free of landmine and ERW threats by mid-2008.</p> <p>Clearance of landmines and ERW-affected areas facilitates subsistence agriculture and other basic income-generation activities, and thus reduces dependence on external aid. Some cleared areas are slated for badly needed housing construction. Integrated mine action is carried out in order to assist the national humanitarian mine action authority to coordinate actions to get rid of landmines and ERW, and help those who have been injured. In line with the priorities set by the Centre, DanChurch Aid and the Swiss Foundation for Mine Action (FSD) have developed national demining capacities and offered rapid response explosive ordnance disposal services. In total, 88% of the countrywide suspected hazardous areas were cleared by August 2007. A total of 138,800 square meters of contaminated land has been cleared and 5,620 explosive devices destroyed since April 2005. The National Defense Forces have carried out some mine clearance and destruction of unexploded ordnance, but have not properly recorded these activities. According to the GoB, 92 % of the suspected hazard areas have been cleared. What was originally presented as a great challenge for Burundi was in fact an issue of very limited scale. In total, only 17 mines and 5,600 ERW have so far been destroyed. The 8 % of remaining affected land are currently being cleared by the FSD and DCA. Despite the fact that these affected areas are located in areas under military control, it is estimated that 6 more months should be sufficient to clear the remaining hazardous areas, provided that additional fund be mobilized (estimation: 700,000 US\$)</p> <p>Mine risk education was provided to nearly 280,000 people (41 percent men, 35 percent women, 24 percent children) in the most affected provinces. Handicap International Belgium provided mine risk education (MRE) in the most affected southern provinces, while two local NGOs (ASSOPED and AVMIN) trained by BURMACC have started MRE activities to Bujumbura Rural and Bubanza provinces prior demining operations in March 2007. In mid 2006, DanChurch Aid initiated an innovation approach to community-based mine risk education that uses the pre-existing church network to reach grass-root populations. UNICEF assisted the Centre in producing 240,00 leaflets, 52,000 posters, 165,000 schoolbooks, and 100,000 calendars with mine-risk messages, as well as 400 training displays and 3,000 training manuals in accordance with international mine action standards. MRE has been completed and no further activities are currently planned.</p>
Scope of the Problem	<p>UNMAS set up the UNMACC in Burundi in 2004 in response to Security Council Resolution 1545, which established the UN operation in Burundi (ONUB). The centre originally assisted peacekeeping activities, oversaw humanitarian mine action services and promoted national ownership of the programme. In anticipation of ONUB's completion of its mission at the end of 2006, UNMAS handed over its mine action responsibilities to the Government, with continued support from the UN Development Programme (UNDP). This occurred after close strategy planning with the Burundi Humanitarian Mine Action Coordination Centre (BURMACC), UNDP and the Government. Burundi's oversight of mine action is vested in the National Civil Protection Coordination, which is within the Ministry of Interior and Public Security.</p> <p>Throughout 2006 and 2007, the centre fostered the development of mine action management capacity and helped ensure that mine clearance, quality assurance, battle area clearance, explosive ordnance disposal (EOD), minefield marking and survey tasks were carried out in line with International Mine Action Standards (IMAS). The centre assisted in monitoring demining organizations and updating national standards, as well as establishing mine action coordination mechanisms on behalf of the Government. UNDP, the UN Children's Fund (UNICEF) and other partners continue to provide an integrated programme of capacity development services to the centre. It has also worked with UNICEF on mine risk education and victim assistance, and coordinated and supported the clearance and survey activities of a number of non-governmental organizations. The MACC has recently developed an impressive information management system, using the Information Management System for Mine Action (IMSMA), provided by the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD). The MACC continued to provide feedback for the piloting of last IMSMA version, and has developed an information centre, which collects and manages information, beyond mine action related data. The centre is for instance currently supporting the ENJAP for the upcoming census of the population, and other development programmes supported by UNDP regarding data mapping analysis to SALW, Reintegration, Rehabilitation and Poverty Reduction Programme and Habitat. This centre represents a fantastic tool for both the GoB and the international community in their efforts toward information collection / analysis and effective planning. With victim assistance, information management constitutes the other main priority for the MACC in the coming years.</p>
Coordination and Consultation	<p>Burundi seeks to be free of mines and ERW by 2008 through a sustainable national programme linked to national poverty reduction plans. The general community survey has provided BURMACC and other national authorities with the information necessary to create a strategic mine action plan that can be swiftly implemented and might make Burundi one of the first mine-affected countries in Africa to be declared mine free before the deadline prescribed in the anti-personnel mine-ban treaty. Technical surveys, marking, fencing and mine clearance are needed to reduce the overall socioeconomic impact of mines and ERW. Mobile EOD teams will help to quickly reduce the threat of isolated unexploded devices or metal debris that remains scattered throughout former conflict areas. This would bring a measurable benefit to the local population within a short period of time. Monitoring and quality assurance are important concepts within the national strategy. There have never been any demining injuries or deaths in Burundi humanitarian mine action programmes, but efforts continue to ensure the highest levels of safety and quality of work in line with national standards based on the International Mine Action Standards (IMAS). Productivity improvements have already been carried out within this framework. The consolidation of national humanitarian mine action capacity calls for a fully developed legal framework, strategy, policies and standard working procedures for national structures to be in place by the last quarter of 2007. Strengthening the Government's capacity to plan and coordinate mine action will reduce its reliance on international advisory services. Local and international awareness of the mine action programme should be maintained through the mass media, donor missions and international meetings. The MACC wishes to extend assistance beyond mine victim to conflict related victims, in line with the UN Convention on Disabled, signed by Burundi on 26 April 2007. Activities for the community-based rehabilitation of victims and their families should include vocational trainings, and upgraded national and local capacities to meet the mobility and socioeconomic needs of physically disabled war victims and mine survivors.</p>
Strategy	<p>DAHMI - Burundi Nov 2007</p>